

La fièvre de l'Or Vert...

Dans de plus en plus de pays, on fait la promotion de l'expansion à grande échelle de la palme africaine. Il y a différentes raisons qui peuvent expliquer cette récente fièvre pour les monocultures extensives de palme. Premièrement, elles constituent un investissement très rentable pour le secteur privé national et étranger qui profite d'une combinaison de facteurs tels que la main d'œuvre bon marché, le bas prix des terres exploitées (lorsqu'elles ne sont pas simplement volées), l'inexistence de contrôles environnementaux sérieux, la disponibilité de financement pour cette culture et un marché en expansion, en particulier dans les pays du Nord. L'huile de palme est actuellement la deuxième huile végétale la plus vendue au monde après l'huile de soya. Cependant, la différence en termes de production place l'huile de palme au premier rang au niveau de la rentabilité, puisque le soya ne produit que 500 kilos d'huile par hectare alors que la palme en produit 5000 par hectare. La palme demande cependant un investissement de départ beaucoup plus élevé, mais une fois implantées les plantations coûtent peu à entretenir et produisent durant une trentaine d'années. D'autre part, la palme africaine étant une culture orientée vers l'exportation, les gouvernements du Sud aux prises avec le problème de la dette externe voient dans la palme une possibilité d'entrée de liquidité au pays.

En Europe, la demande pour l'huile de palme a connu une augmentation vertigineuse dans les vingt dernières années; au départ dans l'industrie alimentaire et cosmétique, puis plus récemment pour la fabrication de biodiesel. Cette huile peu coûteuse aux multiples fonctions est utilisée dans 10% des produits que l'on retrouve au supermarché ; du chocolat au dentifrice, des biscuits au revitalisant. Ainsi, l'huile de palme accapare à elle seule 21% du marché des huiles propres à la consommation alimentaire. Cependant, la palme africaine est non seulement intéressante pour les entrepreneurs dans le but de commercialiser son huile pour la consommation alimentaire, mais il existe aussi d'autres débouchés qui semblent à moyen terme encore plus prometteurs. En fait, on considère l'huile de palme comme « l'Or Vert », puisque l'on a découvert que les moteurs diesels pouvaient fonctionner parfaitement avec du biodiesel issu de l'huile de palme. En fait, elle est l'huile qui produit le plus d'énergie par litre que toutes les autres huiles végétales lorsqu'elle est brûlée. Voilà pourquoi elle est utilisée en Europe comme substitut de l'huile diesel, tandis que dans les Pays-Bas le gouvernement encourage son utilisation pour l'électricité.¹

Actuellement, les bio-combustibles dont on fait le plus la promotion à l'échelle internationale peuvent être divisés en deux catégories : le biodiesel qui s'obtient à partir de plantes oléagineuses et l'éthanol qui s'obtient par la fermentation de la cellulose contenue dans les végétaux. Les produits agricoles les plus prisés par cette nouvelle industrie sont le soya, le maïs, la palme africaine (palme à l'huile), la canne à

sucres et l'eucalyptus. La substitution de l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole, gaz) par celle des bio-combustibles peut paraître comme une merveilleuse alternative pour éviter que s'aggrave davantage le réchauffement de la planète. Pourtant des scientifiques de *Wetlands International* et *Delft Hydraulics*, ayant participé à une recherche sur le sujet, ont démontré dans un rapport qui est sorti en décembre 2006, que les bio-combustibles peuvent dans plusieurs cas produire plus d'émissions de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles qu'ils remplacent, si l'on prend en compte tous les facteurs de leur chaîne de production. Par exemple, l'Indonésie, le deuxième plus grand producteur d'huile de palme au monde, est aussi le troisième plus grand producteur de gaz à effet de serre sur la scène internationale après les Etats-Unis et la Chine. Ce qui se passe c'est que la déforestation et le changement d'utilisation des sols provoquent la libération d'importantes quantités de CO₂ qui étaient emmagasinées dans les arbres et dans la couverture végétale des sols. A cela s'ajoutent les émissions de gaz qui résultent de la production, transformation et transport des bio-combustibles, réalisés en grande partie par de la machinerie et des technologies qui utilisent du pétrole et d'autres éléments producteurs de gaz à effet de serre. Finalement, les scientifiques affirment que la balance nette de gaz carbonique dans les zones de production de bio-combustibles est souvent négative.ⁱⁱ

Cependant, d'un point de vue économique, le nouveau marché qui est en train de s'ouvrir pour les bio-combustibles est plus qu'alléchant pour les entreprises, même pour les géants du secteur pétrolier qui pourront ainsi eux aussi s'approprier le discours vert afin de profiter de la vague de préoccupation écologique des consommateurs occidentaux. En 1998, l'huile de palme revenait 30% plus cher que le pétrole, mais ce dernier est une ressource non-renouvelable qui se fait de plus en plus rare et dont le prix a monté en flèche depuis le début de l'actuelle guerre en Irak. Ainsi, en 2004 la moyenne annuelle du prix du pétrole sur le marché international était de 37\$US le baril, tandis que la moyenne annuelle du prix de l'huile de palme sur le marché international était de 471\$US la tonne métrique. Si nous calculons qu'un baril de pétrole équivaut environ à 200 litres, alors qu'une tonne métrique équivaut environ à 1300 litres, alors le pétrole coûtait à cette époque environ 240\$US la tonne métrique comparativement à 471\$US pour l'huile de palme, soit environ la moitié du prix. En 2006, la moyenne du prix du pétrole de janvier à juin nous donne 65\$US le baril, soit environ 422\$US la tonne métrique, alors que la moyenne du prix de l'huile de palme pour la même période se situe à 437\$US, soit presque le même prix que le pétrole.ⁱⁱⁱ Il est difficile de dégager une tendance sur le prix de l'huile de palme par rapport à celui du pétrole, si l'on considère qu'elle était 30% plus cher que le pétrole en 1998, 50% plus cher 2004, et presque le même prix en 2006. On pourrait être porté à croire que le prix du pétrole va continuer à augmenter, étant donné entre autres le climat d'instabilité au Moyen Orient et l'augmentation continue de la demande face à la rareté de cette ressource non renouvelable, tandis que le prix de l'huile de palme va continuer à diminuer, puisqu'on fait actuellement la promotion un peu partout dans le monde de

l'expansion à grande échelle de cette culture et qu'il s'agit d'une ressource renouvelable. Cependant, il faut prévoir que la demande pour le bio-diesel en tant qu'« énergie propre » va sérieusement augmenter dans la prochaine décennie, étant donné d'une part la nouvelle popularité du « développement durable » et de la « réduction des gaz à effet de serre » (personne ne saura qu'on aura dû raser des forêts tropicales humides entières pour produire ce bio-diesel), et d'autre part à cause de l'augmentation potentielle importante de la demande de la Chine pour le bio-diesel dans le futur. Ainsi, je serais plutôt portée à croire que le prix de l'huile de palme cessera de diminuer dans les prochaines années et aura plutôt tendance à suivre relativement le cours des prix du pétrole. Cette perspective expliquerait la ruée vers « l'Or Vert » à laquelle on assiste actuellement en Amérique latine et ailleurs dans le monde.

Cette situation pourrait expliquer le fait que plusieurs institutions multilatérales et plans financés par le capital étranger, font la promotion active de l'expansion du projet agro-industriel de la palme. Par exemple, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le Fond monétaire international, le Programme des Nations unies pour le développement, tout comme le Plan Colombie et certains programmes de promotion de la paix de l'Union européenne, font la promotion active du projet agro-industriel de la palme africaine en Colombie en fournissant une partie du capital de départ nécessaire à son implantation. En fait, des exigences relatives aux carburants renouvelables ont été imposées par divers pays, dont les États-Unis, le Brésil, l'Union européenne, le Japon, l'Inde et la Chine, et depuis peu le Canada. En Europe et en Amérique du Nord, les industries qui oeuvrent dans la fabrication de bio-combustibles sont hautement subventionnés et profitent d'importants avantages fiscaux. L'Union européenne fait la promotion active des bio-combustibles comme source d'énergie alternative dans ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, l'Union européenne a émis en 2003 une directive sur les bio-combustibles en vertu de laquelle ceux-ci doivent être utilisés dans 5,75% du total de l'énergie utilisée dans le transport d'ici 2010. Actuellement, la Commission Européenne fait pression sur les États membres pour qu'ils respectent leur engagement en vertu de cette directive. En Europe, le biodiesel est déjà utilisé en Allemagne, en France, en Autriche et dans les Pays Bas. En Allemagne il existe déjà plus de mille stations-service qui vendent du biodiesel, tandis que la première bio-raffinerie allemande se construira à Emden avec du financement d'une association hollandaise. L'objectif est de convertir 430 000 tonnes d'huile de palme en plus de 400 millions de litres de biodiesel annuellement. Mais c'est dans les Pays Bas, qui sont les plus grands importateurs d'huile de palme en Europe avec 1,5 millions de tonne, que la demande pour l'huile de palme crue a connu l'augmentation la plus forte. L'entreprise BIOX Bb., des Pays Bas, prévoit construire quatre nouvelles usines de transformation d'huile de palme afin de pouvoir vendre son électricité fabriquée à partir de la palme à plusieurs pays d'Europe. Par contre, en Amérique du Nord, il semble que l'éthanol est beaucoup plus populaire que le biodiesel. Aux États-Unis, la majorité du bio-combustible utilisé est l'éthanol dérivé

du maïs. Les bio-combustibles y sont bien reçus parce qu'ils pourraient permettre aux États-Unis de diminuer leur dépendance envers le pétrole étranger et que la production de combustibles à partir de produits agricoles va contribuer à faire monter les prix de ces denrées alimentaires sur le marché mondial, telles que le maïs et le soya qui sont très cultivés dans ce pays.^{iv} En fait, la norme américaine pour les carburants renouvelables, établie en vertu de l'*Energy Policy Act* de 2005, exige que les carburants renouvelables représentent un pourcentage de l'essence produite ou importée par une entreprise commençant à 3,7 % en 2007 et augmentant à 4,9 % en 2012. En septembre 2006, l'*Environmental Protection Agency* (EPA) des États-Unis a publié un avis relatif à un projet de réglementation visant à mettre en vigueur des exigences pour les carburants renouvelables. Du côté canadien, en mai 2006, les ministres fédéraux et provinciaux responsables des carburants renouvelables se sont réunis et ont accordé un appui général à l'utilisation et à la production accrues de carburants renouvelables au Canada. Dans ce cadre, le gouvernement a émis en décembre 2006 un avis indiquant son intention d'élaborer et d'appliquer un règlement fédéral qui exigerait des producteurs et des importateurs de carburants que la teneur annuelle moyenne en carburant renouvelable soit au moins 5 % de la quantité d'essence qu'ils produisent ou importent, à compter de 2010. Des incitatifs fédéraux sont actuellement offerts au moyen d'exemptions de la taxe d'accise s'élevant à 0,10 \$ par litre d'éthanol et à 0,04 \$ par litre pour le biodiesel. Cependant même s'il est estimé que la capacité de production d'éthanol au Canada est présentement de 1,2 milliard de litres, les projections portent à croire que le règlement en vigueur aura pour résultat l'utilisation d'environ 900 millions de litres d'éthanol d'ici 2010, soit environ seulement 2,5 % du stock d'essence au pays. Actuellement l'essence qui contient 10% d'éthanol est offerte dans plus de 1 000 stations-service au Canada, tandis que le biodiesel, qui n'est pas encore distribué à grande échelle sur le marché canadien, n'est disponible que dans certaines stations-service en Ontario et en Colombie-Britannique.

La menace verte

Dans la vague de réveil de l'Occident concernant la réalité des changements climatiques, on connaît actuellement un « boom » de la demande pour les bio-combustibles à l'échelle mondiale. Même si des scientifiques et des groupes écologistes commencent à dénoncer que les bio-combustibles produisent souvent plus d'émissions de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles qu'ils remplacent si l'on tient compte de tous les facteurs de leur chaîne de production, il est loin d'être certain que ce cri d'alarme soit entendu. L'industrie « verte » est payante, de gros intérêts économiques sont en jeu et les compagnies du secteur agro-industriel et pétrolier sont déterminées à en profiter. Pendant qu'à un bout de la planète les consommateurs du Nord pensent faire un bon geste en mettant du biodiesel dans leur

voiture, à l'autre bout de la chaîne on rase des forêts tropicales humides irremplaçables et on réprime des paysans.

Au delà de la préoccupation écologique concernant la production de bio-combustibles, se trouvent d'autres problèmes de taille : ceux de l'accès à la terre, de la souveraineté alimentaire et de la faim à l'échelle planétaire. L'augmentation rapide de la demande en Europe et en Amérique du Nord pour les bio-combustibles, aura pour conséquence que des milliers d'hectares de terres fertiles vont cesser d'être destinées à la production d'aliments pour être destinées à la production de combustibles. Étant donné que la demande de combustibles des consommateurs occidentaux, ainsi que celle de la Chine et de l'Inde, vont continuer d'augmenter avec les années et que la majorité de ces pays ne possèdent pas suffisamment de terres agricoles pour produire chez eux les bio-combustibles, ceux-ci seront produits en majorité dans les pays du Sud. Ainsi, de manière accélérée, de plus en plus de terres fertiles des pays pauvres vont se retrouver entre les mains de quelques géantes multinationales de l'agro-alimentaire et du secteur énergétique, ce qui aura pour effet de « déplacer » les petits paysans vers la misère des centres urbains surpeuplés ou de les convertir en prolétaires ruraux. De la même manière, les forêts vont cesser de garantir la subsistance de milliers de personnes pour être remplacées par des immenses monocultures de soya, de palme africaine et de canne à sucre. Les sources d'eau de ces régions seront contaminées et les sols de ces écosystèmes fragiles seront graduellement épuisés par cette agriculture intensive et l'utilisation massive de produits chimiques. De plus, la production de combustibles à partir de produits agricoles contribue déjà à faire monter les prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, ce qui aura de graves conséquences sur les populations pauvres qui n'auront plus la capacité de se procurer ces aliments de base devenus trop coûteux pour elles : c'est le cas pour le maïs, aliment de base de 130 millions de Mexicains et Centraméricains.

Cependant, pour les grandes compagnies nationales et multinationales, les bio-combustibles sont une opportunité en or pour faire du profit. Les entreprises qui produisent et commercialisent les produits agricoles d'exportation, les industries de biotechnologies et de produits agrochimiques, ainsi que les entreprises pétrolières et du secteur énergétique seront les principales bénéficiaires de ce nouveau marché qui va continuer de croître sous un discours vert... En plus, en Europe et aux Etats-Unis, les compagnies qui oeuvrent dans la fabrication de bio-combustibles sont éligibles à des subventions et profitent d'importants avantages fiscaux. Il semble que ce soit en réalité pour servir les intérêts de ces puissants groupes économiques qui tirent les ficelles de ceux qui dictent les politiques globales, que tant de gouvernements occidentaux, d'agences bilatérales, d'organismes multilatéraux et d'experts internationaux font la promotion de cette absurde solution pour freiner le réchauffement de la planète.

Ainsi, si le phénomène de l'agro-industrie a déjà provoqué une alarmante concentration de la propriété terrienne et la ruine de millions de paysans dans le monde, l'entrée du secteur énergétique dans le domaine de l'agro-industrie risque d'avoir des conséquences encore incalculables sur la question de la souveraineté alimentaire et le problème de la famine dans les pays du Sud. Le problème n'est pas les bio-combustibles en soit, mais le modèle agricole avec lequel ils sont produits : l'agro-industrie. Les monocultures de canne à sucre, de maïs, de soya et de palme africaine entre autres, sont déjà la principale cause de déforestation et d'exode rural dans le monde. Si on multiplie encore davantage l'expansion de ces monocultures pour la production massive de bio-combustibles, les conséquences sociales et environnementales seront dramatiques. Les conflits agraires résultants du manque d'accès à la terre qui privent des milliers de paysans d'un moyen de survie, risquent fort de se multiplier et avec eux les conflits sociopolitiques et l'instabilité dans de nombreux pays d'Amérique latine et du Sud en général.

En Colombie, ce sont précisément les conflits agraires qui sont à l'origine du conflit armé, dans ce pays où la violence de cette logique du profit atteint des sommets. L'implantation du projet agro-industriel de palme africaine sur les terres des communautés du Jiguamiando et du Curvarado s'est appuyée sur cette violence, qui a pris plusieurs formes au cours des années. En décembre 1997, elle s'est exprimée par le déplacement forcé massif des communautés hors de leur territoire ancestral, provoqué par les paramilitaires et la Brigade XVII de l'armée. Une fois la majorité de la population civile évacuée du territoire, les paramilitaires ont combattu la guérilla dans la région et ont progressivement, avec l'aide de l'armée, établi leur contrôle sur le bassin du Curvarado de 1998 à 2001. Puis, on a commencé à couper la forêt, à préparer les sols, à creuser les canaux d'irrigation pour le méga-projet de palme. Dès 2001, les violentes incursions des paramilitaires, brûlant les villages et commettant des massacres, ont obligé les communautés qui étaient retournées au Curvarado en 2000 à battre en retraite dans le bassin du Jiguamiando. Parallèlement, au début de 2001, des paysans aperçoivent, dans la municipalité de Brisas, au Curvarado, des serres contenant des centaines de petits palmiers africains. C'est également en 2001 que sort une première page de publicité de l'entreprise Urapalma pour faire la promotion de son projet de palme africaine. Puis c'est en 2002, que des paysans sont témoins pour la première fois de la présence de palmiers africains de deux mètres de hauteur plantés sur le territoire Curvarado, autour desquels sont placées des pancartes de la Brigade XVII de l'armée nationale. En 2003, on estime qu'il y a 1500 hectares de palme plantée dans le Curvarado, alors que la violence paramilitaire reprend de plus belle dans les villages du Jiguamiando et que plusieurs personnes des communautés sont assassinées au cours de cette seule année. En 2004, lors de la Commission de vérification, on constate plus de 4000 hectares de plantations de palme sur les territoires collectifs. En 2006, les communautés du Curvarado retournent à nouveau contre vents et marées sur leur territoire, mais il y a maintenant 15 000 hectares de

terre recouverte de palme dans les bassins du Jiguamiando et du Curvarado. Le projet agro-industriel prévoit s'étendre sur un total de 30 000 hectares.

Pendant que le gouvernement promet publiquement de rendre les terres aux communautés mais qu'il n'entreprend aucune action juridique ou administrative qui officialiserait cette annonce et rendrait effectif le retour des terres, de nouvelles plantations continuent actuellement d'être implantées sur leurs territoires collectifs. Pendant ce temps, en février 2007, les communautés recevaient une nouvelle menace selon laquelle les paramilitaires démobilisés du Bloc Elmer Cardenas, qui opèrent maintenant sous le nom de *Aguilas Negras*, allaient entrer « faire le ménage » partout où il y a des paysans qui réclament des terres dans le Jiguamiando et le Curvarado. Face au dur bilan des 10 ans de résistance civile des communautés Jiguamiando et du Curvarado, qui compte 13 déplacements forcés, 111 personnes assassinées et plus de 15 000 hectares de terres volées pour l'agro-industrie du biodiesel, il est difficile de mettre en doute la violence des forces du capitalisme contemporain.

ⁱ Elisabeth Rosental, *Scientists are taking 2nd look at biofuels*, International Herald Tribune, Amsterdam, 31 janvier 2007.

ⁱⁱ Elisabeth Rosental, *Scientists are taking 2nd look at biofuels*, International Herald Tribune, Amsterdam, 31 janvier 2007.

ⁱⁱⁱ World Bank, Commodity Price Data (Pink Sheet), Development Prospect Group & Development Economics Vice Presidency, Washington, D.C., 6 juillet 2006.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTDECPROSPECTS/0,,contentMDK:20268484~menuPK:556802~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:476883,00.html>

^{iv} *Biocombustibles : grave amenaza disfrazada de verde*, Movimiento Mundial por los Bosques, Boletín 112, www.wrm.org.uy